



Pascal Adoko de la CDPA : « Nous soupçonnons le pouvoir de vouloir jouer le chrono pour les locales afin que 2018 survienne »

Il y a trente (30) ans que les dernières élections locales ont eu lieu au Togo. Ainsi, au lendemain de la présidentielle du 25 avril 2015, plusieurs partis politiques restent unanimes sur le sujet. Que ce soit l'Alliance nationale pour le changement (ANC), la Convention démocratique des peuples africains (CDPA), l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI), il faut organiser les locales en 2016 avant toute autre élection au Togo.

Sur le terrain, ces formations politiques de l'opposition se battent pour l'obtention des élections locales. Dans une interview exclusive, le Secrétaire Général adjoint chargé des questions politiques de la communication et des affaires extérieures de la CDPA, Pascal **Adoko** condamne l'attitude du gouvernement sur ce sujet et l'invite instamment à se mettre à l'écoute du peuple qui veut des élus à la base pour amorcer son développement.

Lavoixdelanation : Comment est-ce que vous concevez le débat sur les locales dans votre parti,

si elles se tiennent cette année, ne risque t-on pas d'aboutir au cirque résultats-contestation ?

Pascal Adoko : Il vous souvient que les dernières élections locales au Togo remontent à l'année 1987 soit bientôt 30 ans. Cette période correspond d'ailleurs à celle du parti unique. C'est dire que l'ère du combat démocratique ne connaît pas encore ce qu'on appelle une élection locale. Et pourtant, les engagements des gouvernants à ce sujet sont légion. Je peux citer les 22 engagements en 2004 avec l'UE, l'Accord politique global (APG) en 2006 et même l'accord durant le dialogue OCDI en 2013 et j'en passe.

A ce jour rien, tout se passe comme si notre gouvernement n'a pas de parole. Et c'est grave, parce que pendant ce temps le véritable développement à la base est occulté.

Des délégations spéciales, dont les mandats, en principe ne doivent excéder 6 mois, végètent depuis plus d'une décennie à la tête de nos localités sans véritable réédition de compte aux populations. Aujourd'hui, ils ne sont, en moyenne, que de 2 ou 3 à être en fonction, sur plus d'une dizaine au départ dans nos localités. C'est fort de cela que la CDPA a décidé de porter vigoureusement le débat au sein des populations afin de les conscientiser et les amener à faire pression sur le régime pour qu'enfin des élections locales se déroulent dans notre pays.

Dans ce sens également, la CDPA a écrit au Ministre de l'administration territoriale pour s'enquérir du niveau de préparation de ces élections. Quelle n'a été la surprise de notre parti de constater que le gouvernement gère ce dossier en dilettante. La CDPA condamne avec vigueur l'attitude du gouvernement sur ce sujet et l'invite instamment à se mettre à l'écoute du peuple qui veut des élus à la base pour amorcer son développement.

Quant à la question de savoir si l'organisation de ces locales

en 2016 ne serait pas précipitée, elle n'est pas recevable pour la CDPA. A force de repousser indéfiniment on n'y arrivera jamais. La CDPA est consciente qu'organiser ces locales ne sera pas exempt de difficultés.

C'est d'ailleurs pourquoi nous demandons expressément aux gouvernants de mettre sur la place publique les éventuels problèmes y afférents pour qu'on en débattenne et qu'on y trouve rapidement des solutions consensuelles comme d'ailleurs le recommande l'APG.

Le problème le plus important à part le cadre électoral, dans son ensemble, c'est le découpage électoral. Nous ne voulons plus d'une « charcuterie fantaisiste » des circonscriptions électorales. A ce sujet, d'ailleurs, la CDPA a des propositions concrètes qu'elle mettra à la disposition des protagonistes et du peuple quand le moment du débat national sur la question surviendra. Des solutions trouvées en vase clos, rien que pour susciter des conflits inutiles sur la route de ces locales à venir est à éviter. Nous en appelons au sens élevé de responsabilité chez nos gouvernants.

Pour terminer sur cette question, la CDPA dit que le cirque élection-fraude-contestations et dialogue doit être révolu au Togo. Ce n'est pas au-dessus de nos forces. En le faisant, nous mettons notre pays à l'abri des soubresauts.

Lavoixdelanation : Si le pouvoir décide de l'organiser en 2016, votre parti est prêt à y aller ?

Pascal Adoko : Si nous nous battons quotidiennement pour que cela survienne, mais c'est parce que nous sommes prêts et déterminés à y participer. Et d'ailleurs, un chronogramme simulé de la CDPA montre qu'on peut organiser ces élections avant la fin de l'année si la volonté politique existe. Il n'est un secret pour personne que chaque semaine la CDPA va chez les populations pour les préparer à ces élections. C'est dire toute notre détermination.

Lavoixdelanation : A part les locales, les législatives sont attendues en 2018, quelle sera priorité durant ces deux (2) ans ?

Pascal Adoko : Votre remarque est pertinente. Dans deux (2) ans on doit aller aux législatives et

d'ailleurs, nous soupçonnons le pouvoir de vouloir « jouer le chrono » pour les locales afin que 2018 survienne. Personne n'est dupe et la CDPA encore moins. L'environnement politique au Togo est multitâche et nous veillons au grain. Cependant, comme en football, la CDPA prend le tournoi match par match, quant à l'entraînement de nos équipes le travail est permanent.

Je profite de cette occasion pour lancer un appel pressant au pouvoir, pour qu'une fois, il donne une chance au peuple togolais de s'exprimer en désignant librement ses responsables locaux.

Pour nous, le temps de la servitude volontaire est révolu mais le temps de la libération de l'espace politique est venu. C'est pourquoi la CDPA lance un appel pressant à toutes les composantes de la classe politique togolaise, au génie togolais, afin que très rapidement on accouche ensemble d'un cadre électoral qui barre définitivement la route à la fraude.

Entretien réalisé par Joseph Ahodo.